

**HELIOPSOL**

**PACTE D'ASSOCIES DE LA SOCIETE**

---

**EH2  
CÔTE D'OR ENERGIE**

## ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- **La société EH2**, société par actions simplifiée au capital de 599.928 €, dont le siège social est situé 2 rue Professeur Zimmermann à (69007) LYON, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 904 817 020, représentée par Monsieur Mathieu VAN HAESEBROECK en sa qualité de représentant légal de la société HMOVH, Président et M. Julien CHAUMONT en sa qualité de représentant légal de la société HJC, Directeur général ;

ci-après désigné par « **EH2** »

### DE PREMIÈRE PART,

- **La société CÔTE D'OR ENERGIE**, société anonyme d'économie mixte au capital de 7.840.000 euros, dont le siège social est sis 9 rue René Char à (21000) DIJON, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de DIJON sous le numéro 815 248 331, représentée par son Président M. Jacques JACQUENET,

ci-après désigné par « **CÔTE D'OR ENERGIE** »

### DE DEUXIÈME PART,

EH2 et CÔTE D'OR ENERGIE sont ci-après dénommées ensemble les « **Associés** » et individuellement un « **Associé** ».

## EN PRÉSENCE DE :

- **La société HELIOPSOL**, société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, dont le siège social est situé 2 rue Professeur Zimmermann à (69007) LYON, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 944 478 858, représentée par Monsieur Mathieu VAN HAESEBROECK en sa qualité de représentant légal de la société HMOVH, Président et M. Julien CHAUMONT en sa qualité de représentant légal de la société HJC, Directeur général,

ci-après désignée par « **HELIOPSOL** » ou la « **Société** »

### DE TROISIÈME PART,

La Société intervient aux présentes pour accepter le bénéfice des droits qui lui sont consentis et les obligations mises à sa charge par le présent pacte.

Les Associés et la Société sont ci-après collectivement dénommés les « **Parties** » et chacun individuellement une « **Partie** ».

## IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIT :

- A.** La société HELIOPSOL est une société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, dont le siège social est situé 2 rue Professeur Zimmermann à (69007) LYON, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 944 478 858 et a pour objet :

- l'étude, le financement, la production, la fourniture, la distribution et le commerce d'électricité, l'exploitation et la maintenance de production d'énergies renouvelables à partir d'énergie solaire ainsi qu'éventuellement la mise en œuvre de tout procédé de stockage le cas échéant ;
- les activités d'ingénierie, d'études techniques, de conception, de mise au point, de développement, de construction et d'exploitation de ces installations ;
- toutes prestations de services et de conseils et toutes opérations d'apport d'affaires et d'intermédiation ;
- toutes actions de communication et pédagogie liées au projet porté par la Société,

**B.** Le capital social de la Société, composé de 1.000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune est réparti comme suit :

Associés	Nombre d'actions ordinaires	% de détention du capital
<b>EH2</b>	<b>400</b>	<b>40 %</b>
<b>CÔTE D'OR ENERGIE</b>	<b>600</b>	<b>60 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1.000</b>	<b>100,00 %</b>

**C.** Le Président de la Société est EH2.

**D.** Pour rappel, la Société a été constituée dans le cadre d'un projet commun entre les Associés de mise en place et de développement d'installations de production d'énergies renouvelables à partir d'énergie solaire.

Ces derniers conviennent d'un objectif commun d'au moins 5 MWc afin d'assurer d'une part la capacité à financer une grappe de projet photovoltaïque de taille suffisante par dette bancaire, et d'autre part la mise en œuvre d'une démarche significative à l'échelle du territoire. Ils conviennent que cet objectif ne constitue pas une limite haute et feront tous leurs meilleurs efforts pour lancer le développement d'un maximum de projets.

Les Parties conviennent des objectifs minimums de TRI suivants pour la réalisation d'une grappe au sein de la Société ou de ses sociétés-sœurs :

- 4% TRI projet 20 ans,
- 8% TRI Actionnaire 20 ans.

ci-après les « **Objectifs TRI** ».

**E.** Les Parties, soucieuses d'organiser leurs rapports au sein de la Société sont en conséquence convenues de conclure le présent pacte d'Associés (ci-après désigné le « **Pacte** ») à l'effet notamment de définir (i) leurs relations en tant qu'Associés de la Société, (ii) les droits et obligations de chacune d'elles en cas d'opérations susceptibles de modifier la répartition du capital social de la Société et (iii) la gouvernance de la Société.

**F.** Elles déclarent et reconnaissent que la phase précontractuelle, au cours de laquelle ont eu lieu les échanges et négociations entre elles, a été conduite de bonne foi.

Chacune des Parties reconnaissant avoir bénéficié, durant cette phase, de toutes les informations nécessaires et utiles pour lui permettre de s'engager en toute connaissance de cause.

- G.** Le rédacteur des présentes rappelle en outre aux Parties les dispositions de l'article 1112-1 du Code Civil, ci-après littéralement retranscrites :

*« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.*

*Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.*

*Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du Contrat ou la qualité des parties.*

*Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.*

*Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.*

*Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du Contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »*

Parfaitement informée de cette obligation par le rédacteur des présentes, chacune des Parties déclare, en ce qui la concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui ne soit pas relatée aux présentes.

## **CECI EXPOSÉ, IL A ETE CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1. DEFINITIONS - INTERPRETATION - PRIMAUTE DU PACTE**

---

#### **1.1. DEFINITIONS**

Certains termes et expressions utilisés dans le Pacte sont définis comme indiqué en **Annexe 1.1.**, étant précisé que les termes et expressions définis dans le corps du Pacte ou dans une Annexe ne sont pas repris en **Annexe 1.1.** et que la définition qui leur est ainsi donnée est applicable à tout le Pacte.

#### **1.2. INTERPRETATION**

Les références aux Articles, paragraphes et Annexes, sans autre précision, renvoient à ceux du Pacte. Les titres des Articles et paragraphes n'apparaissent au présent Pacte que pour la commodité de leur lecture et ne pourront en aucun cas être invoqués en vue de leur interprétation.

Toute référence à une convention ou à une disposition légale intégrera toute modification de cette convention ou de cette disposition.

Dans les présentes, toute référence à un jour sera réputée visée, si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, le premier Jour Ouvré suivant.

Les délais stipulés dans le Pacte se comptent selon les règles fixées par les articles 640 à 642 du Code de procédure civile et expirent automatiquement et de plein droit dès la survenance de leur échéance, sans qu'une quelconque mise en demeure ou autre notification ne soit nécessaire. Les Parties reconnaissent que tous les délais fixés aux présentes l'ont été après détermination concertée de leur durée et que les conséquences pour les Parties du respect ou non de ces délais sont acceptées, y compris lorsqu'elles se traduisent par la perte d'une faculté pour une Partie. Sous cette réserve, le défaut d'exercice partiel ou total de l'un quelconque des droits résultant des stipulations des présentes ne pourra valoir renonciation au bénéfice de ce droit pour l'avenir ou à tout autre droit résultant des présentes.

### **1.3. PRIMAUTE DU PACTE**

En cas de conflit entre les Statuts et le Pacte, les Parties s'engagent à faire prévaloir les dispositions du Pacte et à prendre toutes dispositions nécessaires à cet effet. Les Parties s'interdisent de procéder à toute modification des Statuts qui aurait pour effet de faire obstacle à l'une des dispositions du Pacte.

Le Pacte constitue l'intégralité des accords et engagements conclus entre les Parties relativement aux opérations visées dans le Pacte. Le Pacte remplace toutes les négociations, discussions, correspondances, communications, accords et engagements antérieurs entre les Parties, relatifs à l'objet du Pacte.

## **ARTICLE 2. TRANSFERT DES TITRES**

---

### **2.1. PRINCIPES**

Chacune des Parties s'engage à respecter, en sus de la procédure d'agrément instituée par l'article 12 des Statuts, les obligations qui lui incombent au titre du Pacte qui prévoit en particulier :

- des Transferts Libres des Titres de la Société conformément aux stipulations de l'**Article 2.2** (les « **Transferts Libres** ») ;
- un droit de préemption sur tous Transferts de Titres de la Société par une Partie dans les conditions définies à l'**Article 2.3** (le « **Droit de Préemption** ») ;
- un droit de sortie conjointe proportionnelle sur tous Transferts de Titres de la Société par une Partie dans les conditions définies à l'**Article 2.5**. (le « **Droit de Sortie Conjointe** »).

### **2.2. TRANSFERTS LIBRES**

Les Transferts de Titres réalisés selon les termes ci-après ne déclencheront pas la mise en œuvre du Droit de Préemption (ci-après les « **Transferts Libres** ») :

- tout Transfert de Titres par un Associé personne morale au profit de tout Affilié dudit Associé, sous réserve d'adhésion dudit Affilié au Pacte et que l'Associé personne morale concerné et l'Affilié prennent solidairement et préalablement l'engagement exprès de rétrocéder lesdits Titres à l'Associé personne morale concerné dans l'hypothèse où ledit Affilié ne répondrait plus à la définition d'Affilié fixée à l'**Annexe 1.1.** ;
- tout Transfert de Titres résultant de l'exercice du Droit de Préemption et du Droit de Sortie Conjointe.

A cet égard, les Parties s'engagent expressément à voter favorablement à toute résolution d'Assemblée générale de la Société en vue d'agréer, en application de la procédure d'agrément instituée par l'article 12 des Statuts, tout cessionnaire potentiel au titre de tout Transfert Libre.

## **2.3. DROIT DE PREMIERE OFFRE ET DE PREEMPTION**

### **2.3.1 Principe**

Dans l'hypothèse où une Partie envisage de Transférer tout ou partie des Titres de la Société qu'elle détient ou qu'elle viendrait à détenir, chacun des Associés bénéficiera d'un droit de première offre et de préemption sur les Titres de la Société faisant l'objet du projet de Transfert, conformément aux stipulations du présent Article (le « **Droit de Préemption** »).

Chaque Associé convient expressément que le Droit de Préemption aura vocation à s'appliquer dès lors qu'une Partie souhaite transférer tout ou partie des Titres qu'elle détient ou qu'elle viendrait à détenir, au profit d'un cessionnaire, que ce dernier ait émis une offre non engageante ou engageante dans les conditions décrites en **Annexe 2.3.2.**

Les Associés bénéficiant d'un Droit de Préemption sont ci-après désignés individuellement un « **Bénéficiaire** » et ensemble les « **Bénéficiaires** » pour les besoins du présent article.

Par exception, le Droit de Préemption ne s'applique pas en cas de Transfert Libre.

Afin d'éviter toute ambiguïté, il est précisé que tout Transfert réalisé à la suite de l'exercice du Droit de Préemption ne pourra pas lui-même donner lieu à préemption en application du présent Article.

### **2.3.2 Procédure**

Le Droit de Préemption sera exercé conformément à la procédure d'exercice décrite en **Annexe 2.3.2.**

## **2.4. DROIT DE SORTIE CONJOINTE PROPORTIONNELLE**

### **2.4.1. Principe**

Hors cas de Transfert Libre, dans l'hypothèse où un Associé procéderait à un Transfert de ses Titres (ci-après l'« **Associé Cédant** » et collectivement les « **Associés Cédants** »), l'Associé Cédant consent aux autres Associés (ci-après individuellement un « **Associé Non-Cédant** » et collectivement les « **Associés Non-Cédants** »), outre le droit de préemption réciproque prévu à l'Article 2.3 au bénéfice de chacune des Parties, un droit de cession conjointe proportionnelle en application duquel chaque Associé Non-Cédant pourra demander à céder simultanément un nombre « N » de ses Titres aux mêmes conditions que celles offertes au bénéficiaire du Transfert (ci-après l'« **Associé Cessionnaire Envisagé** »).

Il est expressément prévu qu'en cas de pluralité d'Associés Cédants agissant de concert, ces derniers seront solidairement responsables de l'exécution de leurs engagements.

Le nombre « N » est déterminé par application de la formule suivante :

$$N = \frac{VMT}{VMS} \times VMI$$

Où :

**N** = Nombre de Titres pouvant être cédés par l'Associé Non-Cédant ayant exercé son droit de cession conjointe proportionnelle,

**VMT** = Nombre de Titres objet du Projet de Transfert visé dans la Notification du Projet de Transfert,

**VMS** = Nombre de Titres total appartenant à (i) l'ensemble des Associés Non-Cédants ayant exercé leur droit de cession conjointe et proportionnelle et (ii) au(x) Associés Cédant(s), et

**VMI** = Nombre de Titres appartenant à l'Associé Non-Cédant ayant exercé son droit de cession conjointe et proportionnelle.

Ainsi, le nombre de Titres pouvant être cédé par les Associés Non-Cédants ne pourra en aucun cas venir augmenter le nombre de Titres objet du projet de Transfert mais viendra diminuer le nombre de Titres pouvant être cédés par les Associés Cédants.

(ci-après le « **Droit de Sortie Conjointe** »)

#### **2.4.2. Procédure**

Le Droit de Sortie Conjointe sera exercé conformément à la procédure d'exercice décrite en **Annexe 2.4.2.**

### **2.5. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX TRANSFERTS**

#### **2.5.1 Adhésion des cessionnaires de Titres**

Sans préjudice du respect des autres stipulations du Pacte, les Parties s'engagent à ne Transférer, sous quelque forme que ce soit, les Titres leur appartenant ou qui viendraient à leur appartenir dans la Société, qu'à des Entités qui accepteront préalablement expressément et par écrit de se soumettre par voie d'adhésion aux stipulations des présentes en lieu et place du cédant (sauf décision contraire prise à l'unanimité des Associés), sauf pour les cessionnaires déjà parties au Pacte, qui ne changent pas de qualité, conformément au modèle d'acte d'adhésion figurant en **Annexe 2.5.1.**

#### **2.6.2 Traitement à la Sortie**

En cas de Sortie, les Parties bénéficieront des mêmes conditions que la ou les autres Parties participant à la Sortie (ainsi, dans l'hypothèse où la cession des Titres est rémunérée à la fois en numéraire et en nature, chaque Partie recevra la même proportion des différents éléments de rémunération) et seront soumises aux mêmes engagements que celles-ci, notamment au titre des garanties qui seraient le cas échéant consenties au tiers Acquéreur dans le cadre de la Sortie.

Les Parties ne pourront pas être tenues solidairement entre elles et ne pourront voir leur responsabilité engagée au-delà du prix de cession des Titres transférés.

Les Transferts de Titres effectués en application des présentes devront être libres de tout nantissement ou autre restriction à leur Transférabilité.

### **2.6. APPLICATION DE LA CLAUSE D'AGREMENT STATUTAIRE**

Les Parties s'engagent à agréer et se portent fort de l'agrément par la collectivité des Associés de la Société, conformément à l'article 12 des Statuts de la Société, toute personne ayant acquis des Titres conformément aux stipulations du Pacte au plus tard à la date de Transfert des Titres. Tout refus d'agrément ne pourra en conséquence être justifié que par le non-respect des stipulations du Pacte.

## **2.7. RESPECT DES REGLES RELATIVES AUX TRANSFERTS DE TITRES**

### **2.7.1 Tenue des comptes Titres**

Afin d'assurer le respect des règles relatives aux Transferts de Titres prévues par les Statuts et par le Pacte, les Parties conviennent de confier à la Société la mission de gérer les comptes titres de la Société, et ce dans l'intérêt commun de la Société et des Parties.

A cet effet, la Société, en sa qualité de teneur des comptes Titres (le « **Teneur des Comptes Titres** »), devra :

- conserver et assurer la mise à jour du registre des mouvements de titres et des comptes d'Associés ;
- recevoir et sera le seul habilité à recevoir tous ordres de Transfert émanant des Parties au Pacte ou de leur mandataire ;
- enregistrer, dans le registre des mouvements de titres et dans les comptes individuels ouverts au nom des Associés, les ordres de mouvements qui lui auront été notifiés, après s'être assuré de leur conformité aux stipulations des Statuts et du Pacte, *a contrario*, s'interdire d'inscrire tout mouvement qui ne serait pas conforme auxdites stipulations ; et
- à ne procéder à toute retranscription qu'après s'être assuré de la bonne exécution par l'auteur du Transfert des engagements et obligations lui incombant en conséquence des Statuts et du Pacte et de ses annexes.

La nomination ou la révocation du Teneur des Comptes Titres, ou encore la modification de sa mission ou des dispositions du présent Article ne peuvent être prises que par décision unanime des Parties.

Le Teneur des Comptes est désigné pour une durée de 10 ans, renouvelable par périodes successives de 5 ans, à défaut de décision contraire avant le terme de sa mission. Dans l'hypothèse de révocation du Teneur des Comptes Titres dans les conditions et selon les modalités ci-dessus visées, et à défaut pour les Parties de pourvoir à son remplacement, la Société sera considérée de plein droit comme Teneur des Comptes Titres.

Le Teneur des Comptes Titres peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

### **2.7.2 Manquements**

#### ***(i) Manquements aux restrictions aux Transferts de Titres***

Les Transferts effectués en infraction des stipulations du Pacte restreignant la Transférabilité des Titres, notamment son **Article 2.3 (Droit de Prémption)** et son **Article 2.5 (Droit de Sortie Conjointe)** seront inopposables aux autres Parties et à la Société.



La Société, partie aux présentes à cet effet, s'engage à assurer le respect desdites stipulations et prendre toutes mesures à cet effet, y compris en qualité de Teneur de Comptes Titres ou à l'égard du Teneur de Comptes Titres.

### ***(ii) Manquements au Droit de Sortie Conjointe***

Les Parties reconnaissent que l'inexécution de leurs engagements stipulés à **Article 2.4 (Droit de Sortie Conjointe)** de même que la rétractation des promesses consenties dans ce cadre, ne pourraient être suffisamment sanctionnées par des dommages-intérêts et justifieraient leur exécution forcée.

A cet égard, les Parties conviennent expressément d'appliquer les dispositions de l'article 1221 du Code civil dans les conditions visées à l'**Article 6.5.** ci-après.

En cas de défaillance d'une Partie, il est expressément convenu que le Teneur de Comptes Titres aura tous pouvoirs à l'effet de signer, au nom de la Partie défaillante, tous actes et documents nécessaires afin de rendre le Transfert opposable à la Société et aux tiers, de l'enregistrer dans les comptes Titres de la Société et de se voir remettre, au nom de la Partie concernée, le prix d'acquisition des Titres de la Société qu'elle détient ou qu'elle viendrait à détenir. Dans ce cadre, les Parties donnent mandat à titre irrévocable au Teneur de Comptes Titres pendant toute la durée de sa mission.

Dans l'hypothèse d'une défaillance du Teneur de Comptes Titres dans l'exécution de son obligation d'inscription en compte quelle qu'en soit la cause, le cessionnaire pourra demander la désignation sur requête ou en référé d'un mandataire ad hoc, avec pour mission d'exécuter l'obligation d'inscription en compte aux lieu et place du Teneur de Comptes Titres défaillant sur simple présentation d'un original ou d'une copie de l'ordre de mouvement de Titres.

Pour tout ce qui concerne l'administration et la gestion de la Société, les Parties s'engagent à respecter les dispositions légales et réglementaires applicables à la forme sociale de la Société, les stipulations du Pacte ainsi que les Statuts de la Société.

### **ARTICLE 3. OBJECTIFS DE RENTABILITE**

---

Comme indiqué en préambule des présentes, les Parties conviennent des Objectifs TRI suivants pour la réalisation d'une grappe au sein de la Société ou de ses sociétés-sœurs :

- 4% TRI projet 20 ans,
- 8% TRI Actionnaire 20 ans.

Il est précisé qu'en cas d'atteinte des Objectifs TRI, les Associés se réuniront et détermineront d'un commun accord le montant et les modalités d'une prime de succès dont la nature et la répartition restera à déterminer entre les Associés.

Les Parties précisent expressément que ladite prime constitue une variable d'ajustement, fonction de la rentabilité intrinsèque du projet et conditionnée à l'atteinte des Objectifs TRI de sorte qu'à défaut d'atteinte desdites objectifs, aucune prime ne sera mise en œuvre.

#### **ARTICLE 4. PRINCIPE DE PROPORTIONNALITE DES COMPTES-COURANTS D'ASSOCIES**

---

##### **4.1. AVANCES**

Les Associés déclarent soumettre les sommes qu'ils consentiraient à avancer à la Société à travers leurs compte-courants à un principe de proportionnalité.

Les Associés s'engagent donc, chacun pour ce qui le concerne, à proportionner les sommes qu'ils consentiraient à avancer à la Société à travers leurs compte-courants à hauteur de leur taux de détention respectifs dans le capital de la Société ;

##### **4.1. REMBOURSEMENTS**

Les Associés s'engagent expressément, chacun pour ce qui le concerne, à respecter de bonne foi un principe de proportionnalité des demandes de remboursements de leurs avances en compte-courant respective, qui interviendront à hauteur de leur taux de détention respectifs dans le capital de la Société.

Ils reconnaissent en outre, chacun pour ce qui le concerne, après respect du principe de proportionnalité des comptes courant, de sorte que la Société devra privilégier au préalable le remboursement de la créance en compte-courant la plus élevée et ce afin d'obtenir un montant de compte-courant entre les associés proportionnel à leur taux de détention respectifs dans le capital de la Société, que toute demande de remboursement d'avances en comptes-courants qu'ils pourraient solliciter interviendra sans délai sous réserve qu'à la date de ladite demande la situation financière de la Société le permette.

#### **ARTICLE 5. AUTRES ENGAGEMENTS DES PARTIES**

---

##### **4.1. CONFIDENTIALITE**

Les Parties s'engagent à conserver strictement confidentielles toutes informations non connues du public concernant le Pacte (et ses accords annexes), l'organisation, les opérations, les clients, les affaires financières, le développement de tout logiciel nécessaire à l'exercice de l'activité de la Société ou autres ou tout autre aspect de la Société.

En conséquence, aucune Partie ne divulguera et ne laissera divulguer l'existence et/ou tout ou partie du Pacte à des tiers, sauf :

- accord exprès préalable des autres Parties ;
- en cas de procédure contentieuse ou précontentieuse engagée entre les Parties ;
- si la révélation de certaines informations est requise en vertu d'une obligation légale ou réglementaire ;
- à ses Associés ou à l'un de ses Affiliés ; et
- aux conseils des Parties soumis à une stricte obligation de confidentialité.

##### **4.2. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME**

Chaque Partie déclare respecter et s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme.

Chaque Partie déclare, en application des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment des

Capitaux et le Financement du Terrorisme :

- (i) qu'elle agit pour son propre compte ;
- (ii) que l'origine des fonds versés à la Société pour la souscription des Titres de la Société, et plus généralement pour toute acquisition ou souscription de Titres, ou avances en compte courant, est licite et ne provient pas d'une activité contraire aux Réglementations de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme ou aux Réglementations Sanctions ; et
- (iii) qu'elle n'a pas facilité par tout moyen la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect, ni apporté un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit ou au financement d'une activité terroriste.

La Société, représentée par son Président et/ou Directeur Général, s'engage à faire respecter cette clause par tout nouveau détenteur de Titres de la Société. Ainsi notamment, lors de tout projet d'émission de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société, la Société s'engage à ce que tout Tiers qui interviendrait dans le cadre de ce projet, respecte les dispositions du titre VI intitulé « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux » du livre V du Code Monétaire et Financier, ainsi que la clause éthique visée à l'article 6.5. du présent Pacte.

La Société déclare que la Société et, le cas échéant, ses filiales, ne contribuent pas et n'ont pas contribué à des opérations qui concourent à des opérations de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

#### **4.3. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Chaque Partie déclare respecter et s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Anti-Corruption.

Par ailleurs, la Société déclare qu'elle a pris toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en œuvre des procédures et codes de conduite adéquats afin de prévenir toute violation des Réglementations Anti-Corruption.

Dans la mesure où la Société est soumise aux dispositions de l'article 17 de la Loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, la Société déclare qu'elle a pris toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et mis en œuvre des procédures et codes de conduite adéquats afin de prévenir toute violation de ces Réglementations Anti-Corruption.

### **ARTICLE 6. DISPOSITIONS DIVERSES**

---

#### **6.1. CONFLIT DE NOTIFICATIONS**

En cas de coexistence de plusieurs Notification d'Exercice, la première notifiée (ainsi que la procédure y relative) prévaudra sur les autres étant précisé que la date de réception à retenir étant celle définie à l'**Article 6.9** des présentes.

Il en sera de même en cas de coexistence entre une Notification de Transfert (dans le cadre du Droit de Prémption) et une Notification d'Exercice.

## **6.2. AUTORISATIONS**

Les Parties déclarent et garantissent, chacune pour ce qui la concerne, qu'à la date des présentes, (i) elle dispose de la capacité juridique nécessaire pour conclure le Pacte, (ii) la signature du Pacte et sa mise en œuvre ne contreviennent à aucune disposition légale ou réglementaire, ni à aucun engagement pris par ailleurs par elle et (iii) le Pacte constitue un engagement valable qui la lie.

## **6.3. INTEGRALITE DE L'ACCORD DES PARTIES**

Le Pacte (avec ses annexes et tous accords et autres documents visés aux présentes) représente l'intégralité de l'accord des Parties quant à son objet et remplace et annule toutes les négociations, discussions, correspondances, communications, accords et engagements antérieurs à la date des présentes entre les Parties relatifs à son objet.

## **6.4. FORCE OBLIGATOIRE**

Le Pacte obligera et produira ses effets au profit des Parties au Pacte, leurs successeurs et ayants droit, et toute référence à une Partie dans le Pacte sera réputée être une référence aux successeurs et ayants droit de ladite Partie. Les héritiers et ayants droit des soussignés seront ainsi indivisiblement tenus à l'entière exécution des présentes par l'effet de la transmission à leur profit de la propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des Titres, les Parties étant d'ores et déjà dispensées d'effectuer la signification prévue à l'article 877 du Code civil.

## **6.5. EXECUTION FORCEEE**

Tout engagement, unilatéral ou non, énoncé au Pacte constitue une obligation dont les Parties conviennent expressément qu'elle pourra faire l'objet d'une exécution forcée en nature à l'initiative de son bénéficiaire en cas de manquement de la Partie qui s'est engagée.

Les termes « engagement, unilatéraux ou non » visés au présent article couvrent notamment les promesses de cession et/ou d'achat de Titres mentionnées dans le Pacte, les droits de préemption, les conventions de vote, les obligations de souscription et/ou de maintien de niveau de participation, les engagements d'inaliénabilité.

Toute Partie qui est bénéficiaire d'une promesse en vertu du Pacte, accepte la promesse correspondante en tant que promesse, tout en rappelant que cette Partie pourra décider de lever ou non l'option correspondante dans les conditions relatives à cette promesse.

Tout engagement, unilatéral ou non, consenti par l'une des Parties sera considéré, sauf stipulation contraire expresse du Pacte, comme ferme et irrévocable.

Sauf accord contraires des Parties, ces dernières conviennent de ne pas rétracter ou remettre en cause les droits qui leurs sont accordés aux termes du Pacte. A cet égard, les Parties conviennent d'appliquer les dispositions de l'article 1221 du Code civil aux obligations prévues aux présentes.

Les Parties conviennent que leurs engagements respectifs pourront faire l'objet d'une exécution forcée dans la mesure où la violation de tels engagements ne pourrait être indemnisée pleinement et de manière suffisamment satisfaisante par l'octroi de dommages et intérêts.

Chaque Partie reconnaît et convient que toute action en exécution forcée aux termes du Pacte constituera une solution et une approche équilibrées et ne saurait être constitutive d'« une disproportion manifeste » au sens de l'article 1221 du Code civil.

## **6.6. EFFET RELATIF**

Le Pacte ne confère aucun droit à aucune Entité, autre que les Parties et leurs successeurs et ayants droit respectifs.

## **6.7. CESSION DU PACTE**

Le Pacte n'est cessible ou autrement transférable par aucune des Parties sans le consentement préalable écrit des autres Parties.

## **6.8. AVENANTS ET RENONCIATIONS**

Aucun avenant, modification ou décharge du Pacte, et aucune renonciation aux présentes, ne sera valable ni n'aura force obligatoire sauf à ce qu'il soit établi par écrit et à ce qu'il soit dûment signé par toutes les Parties. Toutefois, une Partie peut renoncer à toute clause stipulée dans leur intérêt. Toute renonciation devra être effectuée par écrit et signée par la Partie concernée.

La renonciation par une Partie à une condition quelconque ou à faire valoir la violation d'une stipulation, d'un terme ou d'un engagement contenu du Pacte, dans un ou plusieurs cas, ne sera pas réputée ni interprétée comme une renonciation répétée ou persistante à cette condition ou à faire valoir la violation d'une autre stipulation, d'un autre terme ou engagement du Pacte.

## **6.9. NOTIFICATIONS**

Les notifications et communications prévues par le Pacte seront valablement adressées aux Parties à l'adresse figurant en tête du Pacte ou à toute autre adresse que le destinataire pourrait avoir indiquée ultérieurement.

Toute notification ou communication dans le cadre du Pacte sera faite par écrit et signée par ou pour le compte de la Partie dont elle émane et sera adressée :

- par télécopie ou courrier électronique et confirmée par lettre remise en main propre, auquel cas elle sera réputée avoir été reçue à la date du récépissé de transmission complète de la télécopie ou à la date de réception du courrier électronique ; ou
- par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (y compris électronique), auquel cas elle sera réputée avoir été reçue à la date de première présentation de la lettre recommandée ; ou
- par lettre remise en main propre contre reçu ou par service de livraison express contre reçu, auquel cas elle sera réputée avoir été reçue à la date de signature du reçu par la Partie destinataire ou par l'un de ses représentants, préposés, employés ou mandataires.

## **6.10. DIVISIBILITE DES CLAUSES DU PACTE**

Dans l'éventualité où l'une quelconque des stipulations du Pacte serait déclarée nulle ou sans effet de quelque façon et pour quelque motif que ce soit, l'annulation n'aura aucun effet sur la validité des autres stipulations du Pacte, et les Parties s'engagent à se concerter pour remédier à la cause de nullité constatée, de sorte que, sauf impossibilité, le Pacte poursuive ses effets sans discontinuité (notamment en substituant à la stipulation concernée une stipulation valable et exécutoire aussi proche que possible de la stipulation du Pacte déclarée nulle ou sans effet).

## **6.11. DUREE**

Le Pacte prendra effet à compter de ce jour et est conclu pour une durée de quinze (15) ans à compter de ladite date d'effet. Toutefois à l'issue de cette période de quinze (15) ans, le Pacte sera reconductible tacitement pour une ou plusieurs périodes de deux (2) ans, sauf dénonciation préalable par l'une des Parties sous réserve du respect d'un délai de préavis de six (6) mois.

Par exception, à la date à laquelle une Partie ne détiendrait plus de Titres de la Société, le Pacte prendrait fin à l'égard de cette Partie, mais resterait en vigueur à l'égard des autres Parties, sans préjudice des droits et obligations nés avant la fin de cette détention ou résultant de la fin de cette détention.

L'arrivée du terme du Pacte n'aura pas pour effet de dégager un signataire de sa responsabilité ou de ses obligations en raison du non-respect ou de la non-exécution par ce signataire avant ce terme, de toute stipulation, condition ou engagement prévu par le Pacte.

Les Parties entendent en outre préciser que le présent Pacte sera caduc au jour de la signature entre elles d'un nouveau pacte d'associé relatif au même objet.

#### **6.12. LOI APPLICABLE - LITIGE**

Le Pacte est régi par le droit français.

Tout différend entre les Parties relatif au Pacte, que les Parties ne pourront résoudre à l'amiable, sera de la compétence exclusive des tribunaux compétents.

#### **6.13. ACTE ELECTRONIQUE**

Le présent acte est signé par chacune des Parties au moyen d'un procédé de signature électronique qualifiée (SEQ) mis en œuvre par un prestataire tiers, Yousign, qui garantit la sécurité et l'intégrité des exemplaires numériques conformément à l'article 1367 du code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique, transposant le règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Conformément aux stipulations de l'alinéa 4 de l'article 1375 du code civil, le présent acte est établi en un seul exemplaire numérique original, dont une copie sera délivrée à chacune des Parties directement par Yousign, qui est en charge de la mise en œuvre de la solution de signature électronique qualifiée dans les conditions requises par l'article 1367 du code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique. Les Parties s'engagent à prendre toutes mesures adaptées pour garantir que la signature électronique qualifiée de cet acte ne puisse être apposée que par leur représentant légal respectif (si elles sont des personnes morales) ou par toute personne dûment habilitée à cet effet en vertu le cas échéant d'un pouvoir joint aux présentes, tel que mentionné en en-tête des présentes.

Les Parties ont signé le présent acte en version électronique au moyen de leur propre terminal informatique. A cet égard, elles reconnaissent conformément aux dispositions de l'article 1174 du Code Civil :

- que ce moyen sera recevable pour prouver la signature et le contenu du présent acte et pour certifier la signature des signataires respectifs devant les Tribunaux compétents ; et
- que le présent acte signé électroniquement constitue l'original du présent acte, qu'il a la même valeur probante qu'un écrit sur support papier et produit les mêmes effets

juridiques et par voie de conséquences les Parties s'engagent à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des éléments du document électronique signé, sur le fondement de leur nature électronique.

**Signature :**

Fait en UN (1) exemplaire original électronique.

Le \_\_\_\_\_

<b>La société EH2</b> représentée par la société HMOVH, elle-même représentée par M. VAN HAESEBROECK, et par la société HJC, elle-même représentée par M. Mathieu Julien Chaumont	<b>La société CÔTE D'OR ENERGIE</b> représentée par [.]
<b>La société HELIOPSOL</b> représentée par la société EH2, elle-même représentée par la société HMOVH, elle-même représentée par M. VAN HAESEBROECK, et par la société HJC, elle-même représentée par M. Mathieu Julien Chaumont	



## LISTE DES ANNEXES

<b>Annexe 1.1.</b>	Définitions
<b>Annexe 2.3.2.</b>	Procédure d'exercice du Droit de Préemption
<b>Annexe 2.4.2.</b>	Procédure d'exercice du Droit de Sortie Conjointe
<b>Annexe 2.5.1</b>	Modèle d'acte d'adhésion

## **ANNEXE 1.1.**

### **Définitions**

<b>« Actions »</b>	désigne les actions émises par la Société, ainsi que toutes actions émises ultérieurement par la Société.
<b>« Associé »</b>	désigne toute personne physique ou morale détenant des Titres de la Société et signataire du Pacte ou qui viendrait à y adhérer ultérieurement.
<b>« Affilié »</b>	<p>désigne, par rapport à une Entité donnée, toute autre Entité qui, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs autres Entités, (a) Contrôle cette Entité donnée, (b) est Contrôlée par cette Entité donnée ou (c) est Contrôlée par la même Entité que cette Entité donnée. Pour les besoins de la présente définition :</p> <p>(i) un fonds commun de placement à risques sera réputé être Contrôlé par sa société de gestion ; et</p> <p>(ii) une société en commandite par actions sera réputée être Contrôlée par ses Associés commandités ou par l'Entité Contrôlant ses Associés commandités.</p>
<b>« Contrôle »</b>	a, sauf précision contraire, le sens qui lui est donné à l'article L. 233-3 I 1° du Code de commerce, les termes « Contrôlant » et « Contrôlé(e) » s'entendant par référence à la notion de Contrôle ainsi définie.
<b>« Droits de Propriété Intellectuelle »</b>	désigne les dénominations sociales, noms commerciaux, enseignes, marques, dessins et modèles, noms de domaine, logiciels, applications, brevets, ou noms, droits d'auteur, savoir-faire, codes sources, programmes, algorithmes, bases de données, droits moraux, et autres droits immatériels, déposés ou non, en ce compris les demandes d'attributions de ces droits, ainsi que tout droit et toute forme de protection ayant des effets équivalents ou similaires tels qu'ils peuvent exister partout dans le monde.
<b>« Entité »</b>	désigne toute personne physique ou morale, copropriété de valeurs mobilières ou autre entité française ou étrangère.
<b>« Filiale »</b>	désigne toute Entité dont la Société a ou aura le Contrôle.
<b>« Groupe »</b>	désigne collectivement la Société et ses Filiales

« Jour Ouvré »	désigne un jour de la semaine autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé en France.
« Opération(s) Complexe(s) »	désigne tout Transfert dont la rémunération ou la contrepartie financière n'est pas exprimée exclusivement en numéraire (exemple : échange de titres), ou qui est réalisée sans contrepartie financière (exemple : donation).
« Pacte »	désigne le présent pacte d'Associés de la Société, le cas échéant tel que modifié ultérieurement, ainsi que ses Annexes qui en font partie intégrante.
« Réglementations relatives à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme »	signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, Titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, dans la mesure où celles-ci sont applicables.
« Société Patrimoniale »	<p>désigne une société dont le capital social est détenu exclusivement par une Partie personne physique, ses ayants droit, son conjoint et/ou ses ascendants ou descendants, dont la Partie personne physique concernée conserve seule la direction et détient le nombre de droits de vote nécessaire au vote de toute modification statutaire et dont elle est le représentant légal pendant toute la durée du Pacte sauf décès de ladite Partie, étant précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="486 1485 1407 1630">(i) la Société Patrimoniale ne doit pas avoir d'activité opérationnelle et son objet doit se limiter à la détention de Titres de la Société et à la gestion de ses participations, sauf accord préalable écrit des autres Parties,</li> <li data-bbox="486 1664 1407 1982">(ii) la Partie personne physique concernée et sa Société Patrimoniale resteront solidairement responsables de l'exécution de l'ensemble des engagements de l'un comme de l'autre au titre du Pacte, étant entendu (a) qu'il sera fait masse des Titres que la Partie personne physique concernée et la Société Patrimoniale détiennent, (b) que les droits et obligations de la Société Patrimoniale au titre du Pacte seront interprétés comme si la Partie personne physique concernée était directement et personnellement détenteur des Titres de la Société et (c) que les engagements personnels de la Partie personne physique</li> </ul>

concernée, notamment au titre de l'engagement de non-concurrence, de non-débauchage et de non-sollicitation de clients du Groupe stipulé à l'Article 9, continueront à s'appliquer même en cas de Transfert de la totalité de ses Titres à la Société Patrimoniale, comme si la Partie personne physique concernée en était encore le titulaire, et seront de plein droit opposables à la Société Patrimoniale ;

- (iii) les statuts de la Société Patrimoniale ou un accord extrastatutaire entre ses Associés prévoient qu'en dehors des Transferts au profit de la Partie personne physique concernée, de ses ayants droit, d'un conjoint et/ou de ses ascendants et descendants, les Titres de la Société Patrimoniale ne pourront être Transférés, sauf accord préalable écrit des autres Parties ;

la Société Patrimoniale, dont la Partie personne physique concernée se porte fort, devra céder à la Partie personne physique concernée l'intégralité des Titres de la Société qu'elle détient, dans l'hypothèse où elle ne satisferait plus aux critères de définition des Sociétés Patrimoniales, sauf accord préalable écrit des autres Parties.

« <b>Sortie</b> »	désigne le Transfert de Titres dans le cadre d'une Offre de Sortie Totale.
« <b>Statuts</b> »	désigne les statuts de la Société, le cas échéant tel que modifiés ultérieurement.
« <b>Territoire</b> »	comprend la France métropolitaine, les 5 départements d'outre-mer, ainsi que ceux qui ne font pas partie de l'Union européenne : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, îles Wallis et Futuna, Terres australes et antarctiques françaises, îles éparses de l'Océan indien ainsi que la collectivité territoriale à statut particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon.
« <b>Tiers</b> »	désigne toute personne physique ou morale qui n'est pas une Partie, ou un dirigeant ou l'ayant-droit d'un dirigeant, ou toute personne morale contrôlant ou contrôlée par une Partie ou le dirigeant d'une Partie.
« <b>Titre</b> »	désigne les actions, ordinaires ou de préférence, les autres valeurs mobilières émises ou à émettre par une société ou, plus généralement, tous les autres droits donnant ou susceptibles de donner droit, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, avec ou sans exercice, notification ou formalité quelconque, par voie de conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'une valeur mobilière représentative de, ou donnant accès à, une quotité du capital social, des bénéfices, du boni de liquidation ou des droits de vote de ladite société, en ce compris tous droits préférentiels de souscription aux actions émises dans le cadre d'une augmentation du capital ou aux valeurs mobilières émises ou attribuées dans le cadre d'une

transformation, d'une fusion, d'une scission, d'un apport ou d'une autre opération similaire.

**« Transfert »**

désigne le transfert de tout droit ou de toute obligation afférent à un Titre et notamment (i) toute vente ou toute cession (définie comme tout transfert à titre onéreux dont la contrepartie est payée en numéraire) de la propriété, démembrée (en particulier, de la jouissance, de la nue-propriété ou de l'usufruit) ou non (y compris une vente avec clause de rachat), (ii) tout autre transfert à titre onéreux d'une telle propriété, démembrée ou non, réalisé par tout moyen (y compris par voie d'échange, de division, de vente avec clause de rachat, d'apport en société, d'apport partiel d'actifs, de dation en paiement, de fusion ou de scission ou résultant de tout prêt, de toute constitution de sûreté, de toute convention de croupier, de tout remboursement ou de toute autre opération similaire), (iii) tout transfert à titre gratuit ou onéreux, y compris lorsque le transfert est réalisé à la suite d'une mise aux enchères publiques ordonnées par un tribunal ou une cour ou lorsque le transfert de propriété se réalise à terme, (iv) tout transfert résultant d'un décès, de la constitution d'un trust, d'une fiducie ou de toute autre opération similaire et (v) tout transfert avec ou sans démembrement, prêt ou constitution de sûreté résultant d'un nantissement de valeurs mobilières ou de la réalisation d'un tel nantissement ou de l'exécution d'une convention de croupier, (vi) ainsi que toutes promesses de procéder à de telles opérations étant précisé que le verbe "Transférer" et les vocables « Transférable(s) et « Transférabilité » s'entendront de la même manière.

## ANNEXE 2.3.2.

### Procédure d'exercice du Droit de Préemption

#### 1. Notification de Transfert

Afin de permettre l'exercice du Droit de Préemption, la Partie souhaitant Transférer tout ou partie des Titres qu'elle détient ou qu'elle viendrait à détenir (le « **Cédant** »), devra préalablement notifier aux Bénéficiaires le projet de Transfert (la « **Notification de Transfert** »).

La Notification de Transfert devra contenir les éléments suivants :

- (i) une identification complète du bénéficiaire du Transfert envisagé (le « **Cessionnaire** ») et, si le bénéficiaire est une personne morale, des personnes morales et physiques qui en détiennent le Contrôle ultime ;
- (ii) l'indication du caractère engageant ou non engageant de l'offre portant sur le projet de Transfert ;
- (iii) le nombre des Titres dont le Cédant envisage le Transfert (ci-après les « **Titres Concernés** ») et, le cas échéant, si le Transfert envisagé peut donner lieu à l'exercice d'un Droit de Préemption ;
- (iv) le prix convenu par Titre Concerné de même catégorie dans l'hypothèse d'une cession autre qu'une Opération Complexe,
- (v) si le Transfert projeté consiste en une Opération Complexe, le prix de rachat par Titre proposé par le Cédant et le rapport du commissaire aux apports, à la fusion ou à la scission sur l'opération concernée ou à défaut d'un tel rapport, le rapport d'un prestataire indépendant du Cédant validant la valeur des Titres remis en échange.
- (vi) les modalités de paiement ;
- (vii) la méthode de Transfert ;
- (viii) la date prévue de signature du contrat de Transfert et la date prévue de réalisation du Transfert ;
- (ix) toutes conditions de la réalisation du Transfert et toutes déclarations et garanties sur la propriété des Titres ou engagements devant être consenties dans le cadre dudit Transfert ;
- (x) dans l'hypothèse où l'acquisition des Titres Concernés nécessite la mise en place d'un financement bancaire, une offre indicative et des principaux termes et conditions dudit financement et

Il est précisé, en tant que de besoin, qu'en cas de décès d'un Associé, la réception par la Société et/ou un Associé de toute information y afférente et notamment, sans que cette liste soit exhaustive, la copie de l'acte de notoriété et/ou de la déclaration de succession, vaudra Notification de Transfert.

La Notification de Transfert vaut offre irrévocable de céder aux Bénéficiaires, selon les modalités figurant ci-après, les Titres Concernés en numéraire et aux conditions qu'elle indique.

Le projet de Transfert de Titres notifié ne pourra être réalisé, tant que le ou les Droits de Préemption n'auront pas été purgés.

## **2. Notification d'Achat**

A compter de la réception de la Notification de Transfert conformément à ce qui précède, chaque Bénéficiaire disposera d'un délai de 60 Jours (le « **Délai d'Exercice** ») pour notifier au Cédant et aux autres Bénéficiaires sa décision d'acquérir l'intégralité des Titres Concernés aux prix et conditions de la Notification de Transfert sous réserve de ce qui sera dit ci-après concernant les Opérations Complexes (la « **Notification d'Achat** »).

Dans l'hypothèse où le projet de Transfert notifié consiste en une Opération Complexe, le droit de préemption s'exercera à un prix égal à celui proposé par le Cédant dans la Notification de Transfert. Toutefois, s'il résulte de la Notification d'Achat que le Bénéficiaire conteste le prix proposé par le Cédant dans le cadre d'une Opération Complexe, le prix des Titres, sera faute d'accord entre eux, soumis à un expert judiciaire désigné conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise seront supportés par moitié entre le Cédant et le Bénéficiaire ayant exercé son droit de préemption.

La Notification d'Achat vaut acceptation de l'offre de vente résultant de la Notification de Transfert, sous réserve de l'obtention du financement dans le délai visé au paragraphe 3 ci-après.

A défaut pour un Bénéficiaire d'avoir adressé une Notification d'Achat dans le Délai d'Exercice, il sera réputé avoir renoncé à l'exercice de son Droit de Préemption pour le projet de Transfert considéré.

## **3. Réalisation des Transferts en cas d'exercice du Droit de Préemption**

Le Droit de Préemption ne pourra être valablement exercé que sur l'intégralité des Titres Concernés. Tout exercice du Droit de Préemption par un Bénéficiaire sur une partie des Titres Concernés sera réputé comme nul et non avenu.

En cas d'exercice du Droit de Préemption par plusieurs Bénéficiaires, la répartition des Titres Concernés se fera, faute d'accord entre eux sur la répartition desdits Titres dans le Délai d'Exercice, au prorata du nombre d'Actions détenues par chacun par rapport au nombre d'Actions détenues par l'ensemble des Bénéficiaires qui l'auront exercé. En cas de rompus, le ou les Titres Concernés formant rompus seront attribués d'office au Bénéficiaire qui détiendra le plus grand nombre de Titres (exprimé en nombre d'Actions auxquelles ces Titres donnent droit), ou en cas d'égalité, à celui qui aura adressé en premier sa Notification d'Achat.

Si le Droit de Préemption trouve ainsi à s'appliquer, la cession des Titres Concernés devra alors intervenir dans les 10 Jours Ouvrés suivant :

- l'expiration du Délai d'Exercice aux prix et conditions de la Notification de Transfert (en ce compris en particulier les conditions de paiement et les garanties consenties dans ce cadre par le Cédant au Cessionnaire), et/ou
- la date de fixation de ce prix par l'expert judiciaire, en cas de contestation par le Bénéficiaire ayant exercé son droit de préemption dans l'hypothèse d'une Opération Complexe,

contre remise de tous documents permettant de rendre le Transfert opposable à la Société et aux tiers.

#### **4. Réalisation des Transferts à défaut d'exercice d'un Droit de Préemption**

##### **a. En cas d'offre engageante**

En cas de Notification de Transfert portant sur une offre engageante n'ayant pas donné lieu à l'exercice du Droit de Préemption sur les Titres Concernés conformément aux dispositions qui précèdent, le Cédant pourra réaliser leur cession dans les 60 Jours Ouvrés suivant l'expiration du Délai d'Exercice, ceci aux prix et conditions notifiés et au profit du Cessionnaire indiqué dans la Notification de Transfert.

Si le Cédant n'a pas réalisé le Transfert des Titres Concernés aux conditions de la Notification de Transfert et dans le délai visé ci-dessus, le Cédant ne pourra plus Transférer les Titres Concernés sans recommencer une nouvelle procédure de Notification de Transfert.

##### **b. En cas d'offre non engageante**

En cas de Notification de Transfert portant sur une offre non engageante n'ayant pas donné lieu à l'exercice du Droit de Préemption sur les Titres Concernés conformément aux dispositions qui précèdent, le Cédant pourra réaliser leur cession dans les 90 Jours Ouvrés suivant l'expiration du Délai d'Exercice, pour un prix au moins égal au prix figurant dans ladite offre non engageante tel qu'indiqué dans la Notification de Transfert.

Si le Cédant n'a pas réalisé le Transfert des Titres Concernés à ces conditions et dans le délai visé ci-dessus, le Cédant ne pourra plus Transférer les Titres Concernés sans initier une nouvelle procédure de Notification de Transfert.

#### **5. Manquements au Droit de Préemption**

En cas de violation des stipulations relatives au Droit de Préemption, les stipulations de l'**Article 2.6.2** seront applicables.



## ANNEXE 2.4.2.

### Procédure d'exercice du Droit de Sortie Conjointe proportionnelle

#### 1. Modalités de mise en œuvre du Droit de Sortie Conjointe

Sous réserve de l'absence d'exercice du Droit de Préemption visé à l'Article 2.3, l'Associé Cédant devra préalablement au Transfert de tout ou partie de ses Titres, obtenir l'engagement irrévocable de tout cessionnaire potentiel (ci-après le « **Associé Cessionnaire Envisagé** ») que celui-ci offrira aux Autres Associés la possibilité de lui céder, dans la même proportion, les Titres leur appartenant et qu'ils souhaiteraient alors Transférer, aux mêmes conditions et selon les mêmes termes que ceux offerts à lui.

#### 2. Réalisation des Transferts résultant du Droit de Sortie Conjointe

Les Autres Associés disposeront d'un délai de *trente Jours (30 j.)* à compter de la Notification de Transfert, pour exercer leur Droit de Sortie Conjointe suivant les modalités suivantes :

- (i) Si un ou les Autres Associés souhaitent faire valoir leur Droit de Sortie Conjointe, ils Notifieront à l'Associé Cédant et à l'Associé Cessionnaire Envisagé, préalablement à l'expiration du délai susvisé, le nombre de Titres qu'ils entendent céder en indiquant le nombre « N » de Titres sur lequel porte le droit de cession conjointe proportionnelle. En cas de rompus, le nombre de Titres pouvant être Transférés par exercice du droit de cession conjointe proportionnelle sera arrondi à l'unité inférieure (ci-après les « **Titres Offerts** »).
- (ii) En cas d'exercice par le ou les Autres Associés de leur Droit de Sortie Conjointe, le prix d'achat par l'Associé Cessionnaire Envisagé des Titres Offerts sera le prix d'achat convenu entre l'Associé Cessionnaire Envisagé et l'Associé Cédant pour la cession de ses propres Titres.
- (iii) En cas d'exercice par les autres associés de leur Droit de Sortie Conjointe, il sera procédé à la cession des Titres Offerts, dans les délais prévus dans la Notification de Transfert ;
- (iv) Si l'Associé Cessionnaire Envisagé des Titres Offerts exige de la part de l'Associé Cédant la souscription d'un quelconque engagement de garantie relatif aux Titres transmis, les Autres Associés contribueront à cette obligation de garantie dans la limite de leur participation dans le capital social de la Société qu'ils transmettront lors de cette cession.

A l'effet de s'assurer du rachat par l'Associé Cessionnaire Envisagé des Titres Offerts, et de leur paiement dans le délai prescrit, le Transfert des Titres de l'Associé Cédant à l'Associé Cessionnaire Envisagé ne pourra intervenir que si ce dernier a acquis les Titres des Autres Associés.

L'absence de réponse de la part des Autres Associés au terme du délai visé ci-dessus vaudra renonciation implicite à l'exercice de leur droit de cession conjointe proportionnelle

#### 3. Réalisation des Transferts à défaut d'exercice du Droit de Sortie Conjointe

Dans le cas où les Autres Associés, ayant été mis valablement en situation d'exercer leur présent Droit de Sortie Conjointe, ne l'auraient pas exercé, l'Associé Cédant pourra librement céder ses Titres sous réserve du respect du Droit de Préemption et de la clause d'Agrément statutaire.

#### **4. Manquements au Droit de Sortie Conjointe**

En cas de violation des stipulations relatives au Droit de Préemption, les stipulations de l'**Article 2.8.2 (ii)** seront applicables.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le Transfert des Titres se réaliserait en violation des dispositions ci-dessus, l'Associé Cédant s'engage de manière ferme et irrévocable à acquérir les Titres Offerts par le ou les Autres Associés qui ont exercé leur Droit de Sortie Conjointe au prix fixé dans la Notification de Transfert.

Cette promesse d'achat pourra être levée à tout moment par le ou les Autres Associés qui ont exercé leur Droit de Sortie Conjointe sur la totalité des Titres Offerts dans un délai de *vingt Jours (20 j.)* à compter du Transfert de ses Titres par l'Associé cédant à l'Associé Cessionnaire Envisagé.

Le Transfert devra être réalisé dans un délai de *dix Jours (10 j.)* à compter de la levée de la promesse d'achat et sera consenti sans garantie d'actif et de passif.

## ANNEXE 2.5.1

### Modèle d'acte d'adhésion

#### Adhésion au pacte d'Associés HELIOPSOL

Pour les personnes physiques :

Le/La soussigné(e), \_\_\_\_\_, Né(e) le \_\_\_\_\_, à  
\_\_\_\_\_ de nationalité \_\_\_\_\_, demeurant  
\_\_\_\_\_

Pour les personnes morales :

La soussignée :

\_\_\_\_\_

Représentée par :

\_\_\_\_\_

(le « **Cessionnaire Adhérent** »),

après avoir pris connaissance du pacte d'Associés **HELIOPSOL** en date du [•], tel que modifié par avenant en date du [•] (le « **Pacte** »), dont une copie entièrement paraphée par le Cessionnaire Adhérent est attachée au présent acte d'adhésion,

**Adhère** pleinement et sans réserve et dans toute ses stipulations au Pacte, en qualité d'« **Associé** » tel que ce terme est défini dans le Pacte et, en conséquence, **accepte** d'être irrévocablement lié par toutes les stipulations du Pacte, et notamment par les obligations spécifiques qui lui incombent en application des Articles [•].

[[Nom du Titulaire cédant] s'engage à notifier aux autres Parties le présent acte et à les informer des adhésions en résultant.

La présente adhésion est régie par le droit français.

Tout différend relatif au présent engagement sera réglé par les tribunaux compétents du ressort de la cour d'appel de Paris.

A : \_\_\_\_\_ le : \_\_\_\_\_.

En 2 exemplaires originaux, un revenant au Cessionnaire Adhérent et un revenant à [nom du Titulaire Cédant].

\_\_\_\_\_

Par :

P.J. : Copie entièrement paraphée du Pacte

Copie d'une pièce d'identité de l'Associé (ou du Kbis s'agissant d'une personne morale)